



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 NOV. 2025

portant renouvellement de l'autorisation à la société LES GRAVIÈRES D'ALSACE – GRAVIDAL
pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire
des communes de Beinheim et de Seltz, lieu-dit Aspenkopf et Greuil

AIOT : 000670009

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature eau ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 mars 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;
- VU** le schéma régional des carrières du Bas-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997, complété les 17 novembre 1999 et 8 mars 2001, autorisant la société HEINRICH KRIEGER à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de traitement des matériaux, sur le territoire des communes de Seltz et Beinheim, modifié par l'arrêté préfectoral du 03 novembre 2009 autorisant la société « LES GRAVIÈRES D'ALSACE – GRAVIDAL » à exploiter, en lieu et place de la société HEINRICH KRIEGER cette même exploitation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 autorisant la société GRAVIDAL SA (Les Gravières d'Alsace) à exploiter une carrière d'alluvions rhénanes sablo-graveleuses et, à bord d'une drague-usine flottante, des installations de criblage, concassage et lavage des matériaux extraits sur le territoire de la commune de Beinheim modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 décembre 2024 prolongeant pour deux ans cette autorisation ;
- VU** la demande du 18 janvier 2024, complétée en juillet 2024 puis en septembre, octobre et décembre 2024, par laquelle la société GRAVIDAL sollicite le renouvellement des autorisations

d'exploiter délivrée par les arrêtés préfectoraux précités et de n'en faire qu'une autorisation unique :

- VU** le plan d'occupation des sols de la commune de Beinheim/Seltz ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 05 février 2024 ;
- VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative, le rapport du commissaire enquêteur en date du 25 août 2025 ;
- VU** le rapport du 16 septembre de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en formation « Carrières » du 27 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments présentés dans la transmission du 18 janvier 2024, le projet, qui prévoit le renouvellement de l'autorisation d'exploiter sur l'emprise totale déjà autorisée pour une durée de 30 ans afin de disposer notamment d'un arrêté préfectoral d'autorisation unique, ne concerne pas une nouvelle activité permanente, ni une extension géographique ou une augmentation de la capacité d'extraction et ne nécessite pas une évaluation environnementale ; qu'ainsi, il n'y a pas lieu de procéder à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à 32 du code de l'environnement, des observations des services déconcentrés et établissements publics de l'État ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées dans le cadre de la procédure ont mis en évidence que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'impact brut sur la faune et la flore, les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement des impacts du projet en faveur des espèces protégées proposées par le demandeur, reprises et complétées aux articles ci-dessous, doivent permettre de ne pas remettre en cause le cycle biologique des espèces protégées présentes sur le site du projet et exemptent le projet d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées en l'absence d'impacts résiduels significatifs ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire,

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	7
ARTICLE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
ARTICLE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION.....	9
ARTICLE 1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	9
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état : remblayage.....	9
1.4.2 Durée de l'autorisation.....	9
1.4.3 Équipements abandonnés.....	9
1.4.4 Modification, Extension, Changement d'exploitant.....	10
ARTICLE 1.5 : Garanties financières.....	10
1.5.1 Montant des garanties financières.....	10
1.5.2 Établissement des garanties financières.....	10
1.5.3 Renouvellement des garanties financières.....	11
ARTICLE 1.6 : Implantation.....	11
ARTICLE 1.7 : documents tenus a la disposition de l'inspection.....	11
ARTICLE 1.8 : CONSIGNES.....	11
ARTICLE 1.9 : RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT.....	11
TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	12
ARTICLE 2.1 : PROPRETÉ, ENVOLS DE POUSSIÈRES, DIVERS.....	12
ARTICLE 2.2 : SURVEILLANCE DES RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES.....	12
TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	12
ARTICLE 3.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	12
ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	12
3.2.1 Dispositions générales.....	12
3.2.2 Dispositions particulières.....	13
3.2.2.1 Catégories d'effluents.....	13
3.2.2.2 Entretien des dispositifs de traitement.....	13
ARTICLE 3.3 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	13
3.3.1 Surveillance des eaux souterraines.....	13
3.3.1.1 Réseau de surveillance.....	13
3.3.1.2 Programme de surveillance.....	14
3.3.1.3 Analyse et actions correctives.....	14
3.3.1.4 Transmission des résultats.....	14
TITRE 4 – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION.....	14
ARTICLE 4.1 : MESURES D'ÉVITEMENT / DE RÉDUCTION / DE COMPENSATION.....	15

ARTICLE 4.2 : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.....	15
4.2.1 Généralité.....	15
4.2.2 Entretien de la végétation.....	15
4.2.3 Suivi écologique.....	15
TITRE 5 – PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	15
ARTICLE 5.1 : LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT.....	15
ARTICLE 5.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores.....	16
ARTICLE 5.3 : VIBRATIONS.....	16
ARTICLE 5.4 : Limitation des Émissions lumineuses.....	16
TITRE 6 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	16
ARTICLE 6.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	16
6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu.....	16
6.1.2. Installations électriques.....	16
6.1.3. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	16
ARTICLE 6.2 : DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	16
6.2.1 Localisation des risques.....	16
6.2.2. Dispositions générales.....	17
6.2.3 Moyens de lutte contre l'incendie.....	17
6.2.4 Vérification périodique des équipements.....	17
TITRE 7 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	18
ARTICLE 7.1 : Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	18
TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES.....	18
ARTICLE 8.1 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT.....	18
8.1.1 Phasage d'exploitation.....	18
8.1.2 Extraction.....	18
8.1.2.1 Profondeur maximale.....	18
8.1.2.2 Extraction en eau.....	18
8.1.3 Plan d'exploitation et coupes.....	19
8.1.3.1 Plan d'exploitation.....	19
8.1.3.2 Coupes.....	19
8.1.3.3 Mise à jour.....	19
8.1.4 Décapage.....	19
8.1.5 Accès aux voies publiques et propreté.....	20
8.1.6 Horaires de fonctionnement.....	20
8.1.7 Kits anti-pollution.....	20
8.1.8 Matérialisation du périmètre d'extraction.....	20
ARTICLE 8.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	20

TITRE 9 – MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	20
ARTICLE 9.1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION.....	20
ARTICLE 9.2 : MESURES DE PUBLICITÉ.....	21
ARTICLE 9.3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS.....	21
ARTICLE 9.4 : EXÉCUTION.....	21
Annexe I : Plan de situation.....	22
Annexe III : Plan de phasage d'exploitation.....	24
Annexe IV : Plan de réaménagement.....	25

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GRAVIDAL SARL (Les Gravières d'Alsace) dont le siège social est à Port du Rhin – B. P. 2, 67930 Beinheim* est autorisée à exploiter une carrière d'alluvions rhénanes sablo-graveleuses et, à bord d'une drague-usine flottante, d'avoir des installations de criblage, concassage et lavage des matériaux extraits sur le territoire des communes de Beinheim et Seltz lieu dit Aspenkopf et Greuil.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants, conformément au plan parcellaire en annexe II.

*La correspondance est à envoyer à « Les Gravières et Concassages » - Bord du Rhin BP11 Offendorf.

Commune	Lieu-dit	Préfixe	Section cadastrale	Numéro de la parcelle cadastrale	Surface totale de la parcelle (en m²)	Emprise de la parcelle dans le périmètre d'autorisation (en m²)	Maîtrise foncière
Beinheim	Aspenkopf	0	6	156	67 526	67 526	Contrat de forage avec la commune de Beinheim
				171	678	678	
				172	3 089	3 089	
				175	3 169	3 169	
				202	6 178	6 178	
				224	14 747	14 747	
				226	11 923	11 923	
				228pp*	1 904	806	
				229	2 140	2 140	
				231/4	29 119	29 119	
				234/5	11 799	11 799	
				236/5	13 465	13 465	
				173pp	604	301	
				1pp	605 702	334 744	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				203	374 182	374 182	Contrat de forage avec la commune de Beinheim
				249pp	17 627	1 598	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				304pp	62 294	9 613	

Commune	Lieu-dit	Préfixe	Section cadastrale	Numéro de la parcelle cadastrale	Surface totale de la parcelle (en m²)	Emprise de la parcelle dans le périmètre d'autorisation (en m²)	Maîtrise foncière
Seltz	Greuil	0	26	11pp	5 695	69	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				14pp	985	220	
				15pp	3 304	392	
				17	250	250	
				18pp	6 000	237	
				19pp	10 849	932	Convention de gestion avec DYCKERHOFF Gravières et Sablières SELTZ
				20pp	5 516	707	
				21	150	150	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				22pp	1 372	1 243	Convention de gestion avec DYCKERHOFF Gravières et Sablières SELTZ
				23pp	670	381	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				24pp	670	290	
				27pp	2 245	195	Convention de gestion avec DYCKERHOFF Gravières et Sablières SELTZ
				28pp	3 950	230	
				29pp	2 354	208	
				32pp	2 112	172	
	Aspenkopf	0	27	6pp	720	455	Convention de gestion avec le Port Autonome de Strasbourg
				10pp	9 114	7 531	
				11pp	375 026	287 433	

* pp = pour partie

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les dispositions des arrêtés ministériels (régime de l'Autorisation, « A ») et des arrêtés ministériels de prescription générales (régimes de la Déclaration et de l'Enregistrement, « D » et « E ») s'appliquent sans préjudice des dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

ARTICLE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le site concerne l'exploitation d'une carrière et des installations de traitement associées.

Les installations exploitées dans le cadre de la présente autorisation relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Critère de classement	Quantité autorisée	Régime applicable (rayon d'affichage) (*)
2510-1	Exploitation de carrières [...]	-	Surface : 118 ha 72 a 04 ca Tonnage maximal annuel à extraire : 400 000 tonnes Tonnage moyen annuel à extraire : 200 000 tonnes Durée sollicitée : 30 ans	A (3km)
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous rubrique 2515-2 [...]	Puissance installée des installations (P) : a) E si $P > 200$ b) D si $40 < P \leq 200$ kW	Installation de criblage, tamisage et lavage au droit de la drague usine flottante d'une puissance totale de 2 256 kW	E
4734-2c	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution [...]	Quantité totale stockée (Q) : a) A si $Q \geq 1\,000$ t b) E si 100 t d'essence ou 500 t au total $\leq Q < 1\,000$ t au total c) DC si 50 t au total $\leq Q < 100$ t d'essence à 500 t au total	Stockage de 6 m3 de gazole sur la drague usine flottante (pour l'alimentation des barges à clapets) soit environ 0,5 tonnes2.	NC

(*) A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; NC (Non Concerné)

Rubrique IOTA	Articulation IOTA/ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3.2.3.0-1°	Intrinsèque ICPE 2510-1	Plan d'eau permanent ou non	La superficie du plan d'eau est supérieure ou égale à 3 ha	Le plan d'eau de la gravière s'étend sur une surface de l'ordre de 100 ha (ce plan d'eau est existant et sa surface ne sera pas modifiée dans le cadre du renouvellement). Ce plan d'eau est connecté au Rhin.	A
2,2.1.0-1°	Intrinsèque ICPE 2515-1a	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0,	Capacité totale de rejet de l'ouvrage (C) : D si $C > 2\,000\text{ m}^3/\text{j}$ ou 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Le débit de rejet des eaux de lavage de la drague-usine dans la darse du Rhin sera supérieur à $2\,000\text{ m}^3/\text{j}$. En effet, le pompage continu se fait à un débit maximal de $600\text{ m}^3/\text{h}$ pendant 7 à 8h soit $4\,800\text{ m}^3/\text{j}$ environ. L'eau pompée est rejetée à un débit du même ordre de grandeur.	D
1.2.1.0-2°	Intrinsèque ICPE 2515-1a	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe	Capacité totale maximale (C) : 1° A si $C \geq 1\,000\text{ m}^3/\text{h}$ ou 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau 2° D si $400\text{ m}^3/\text{h}$ ou 2 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau Le débit de référence du cours d'eau s'entend comme le débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans.	Le lavage des matériaux au sein de la drague-usine nécessite un pompage dans une darse du Rhin à un débit maximal de $600\text{ m}^3/\text{h}$.	D
1.1.1.0	Connexe ICPE 2510-1	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	/	Présence de 3 piézomètres de surveillance des eaux souterraines	D

Rubrique IOTA pour information car identique ou intrinsèque à la rubrique ICPE porteuse de l'autorisation

(*) A (Autorisation) ou D (Déclaration)

ARTICLE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 : DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état : remblayage

La surface à remettre en état correspond à l'emprise totale de la carrière.

La remise en état est accomplie dans le respect du phasage précisé dans les prescriptions relatives aux garanties financières.

La remise en état finale est coordonnée à l'exploitation de la carrière et est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation. À la date de fin de l'autorisation, il n'est conservé, dans l'emprise de la carrière, aucun stock, matériel, outillage, équipement de travail, déchets... liés à l'activité de la carrière. En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ou susceptibles de polluer les eaux ou les sols ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à les traiter. L'exploitant le justifie au moment de la notification de cessation d'activité.

La remise en état du site est conduite pour qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

La remise en état est réalisée dans les conditions fixées par l'étude d'incidence et dans les annexes du dossier en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté. Le site remis en état est conforme au plan de l'état final annexé au présent arrêté.

Une zone à vocation écologique (roselière) en partie Sud de la darse fait l'objet de la remise en état. Elle devra présenter une pente minimale 1V/7H (8° ou moins).

Tout remblayage autre que le remblayage visé dans le dossier d'autorisation, dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

La zone à vocation écologique au Sud, est et sera progressivement remblayée grâce au rejet des éléments fins et grossiers issus du traitement des matériaux extraits sur la drague-usine. Le remblayage sera réalisé en hautes et moyennes eaux. Une végétalisation progressive de la zone hors d'eau par des plantations de roseaux est faite.

1.4.2 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations.

1.4.4 Modification, Extension, Changement d'exploitant

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R.181-46 du code de l'environnement).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article R.516-1 du code de l'environnement).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

ARTICLE 1.5 : GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières est calculé en référence aux plans de phasage joints en annexe III du présent arrêté. L'avancée des travaux d'exploitation et de remise en état est réalisée dans le respect de ces plans.

Le montant des garanties pour chacune des périodes est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 de décembre 2023 (130,7).

Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est 0,2.

Période	Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (€)
T0 à T0+5	1	65 498 €
T0+5 à T0+10	2	66 217 €
T0+10 à T0+15	3	67 198 €
T0+15 à T0+20	4	68 047 €
T0+20 à T0+25	5	68 570 €
T0+25 à T0+30	6	69 093 €

1.5.2 Établissement des garanties financières

A date du présent arrêté préfectoral, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice de public TP01.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 : IMPLANTATION

Les installations sont implantées conformément au plan de situation en annexe et aux éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation. Les coordonnées en Lambert 93 du centroïde du site : X = 1 074 920 m et Y = 6 874 838 m. La limite entre les périmètres Nord et Sud se trouve entre les sommets N°10 et 25. (annexe I)

La stabilité des berges est garantie par le respect des pentes 1V/2,5H et des distances de recul de 15 m minimum au Sud et 30 m au Nord.

ARTICLE 1.7 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non encadrées par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non encadrées par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 : CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'activité et aux produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 1.9 : RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

En complément des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de

l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

ARTICLE 2.1 : PROPRETÉ, ENVOLS DE POUSSIÈRES, DIVERS

L'exploitation en eau, au moyen d'une drague-usine avec le lavage des matériaux, ainsi que le transport par voie fluviale rendent faible les potentielles sources d'émission de poussière.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

ARTICLE 2.2 : SURVEILLANCE DES RETOMBÉES ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant est exempt de la surveillance des retombées atmosphérique au titre de l'article 39 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 renvoyant aux prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Conformément aux dispositions de l'article L.512-7-3 du code de l'environnement et aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant est tenu à respecter les dispositions suivantes :

- le prélèvement maximum net effectué dans le milieu naturel, la darse, ne dépasse pas 200 000 m³/an. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la darse à raison d'un débit maximal de 600 m³/h ;
- l'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau ;
- les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.

ARTICLE 3.2 : CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

3.2.2 Dispositions particulières

3.2.2.1 Catégories d'effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

Catégories d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées	Ruissellement en direction du plan d'eau d'exploitation. Il n'y a pas d'activité sur les milieux terrestres périphériques. L'exploitation est flottante
Effluents de carburant (utilisé par les barges à clapets / carburant stocké dans un bateau à double fond) ou d'autres fluides (huiles par exemple) présents au droit de la drague-usine.	Mise en place d'une ceinture anti-dispersion/pollution lors du ravitaillement.
Eaux de procédé	La gestion des eaux de procédé se fait en « circuit fermé » (pompage dans la darse, passage dans un système séparateur de fines-eau, collecte de fines sur barges à clapets pour aménagement du secteur Sud ; roselière et ultime rejet d'eau dans la darse)
Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction qui auraient pu être collectées à l'issue de l'accident)	Traitement comme déchets si produits toxiques avérés. Barrage anti-pollution flottant et procédure en cas de pollution accidentelle.
Eaux usées domestiques	L'alimentation en eau du personnel est assurée par approvisionnement en bonbonnes d'eau, tandis que l'eau des sanitaires provient de la darse. (Toilettes chimiques régulièrement vidangés pour être traités dans les filières adaptées.)

3.2.2.2 Entretien des dispositifs de traitement

Les dispositifs de traitement des eaux de procédés

- sont suffisamment dimensionnés pour absorber le débit et la charge des eaux y pénétrant,
- sont suivis de maintenance autant de fois que nécessaire pour assurer leur fonctionnement,
- un registre des inspections et des opérations de maintenance est tenu. Ce registre est archivé et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3 : SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

3.3.1 Surveillance des eaux souterraines

3.3.1.1 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose de 3 ouvrages piézométriques (schéma en annexe V) :

- un piézomètre implanté en amont au Sud du plan d'eau sur la commune de Beinheim ;
- deux piézomètres implantés en aval : directement en limite Nord-Ouest du plan d'eau, entre l'exploitation et les captages d'alimentation en eau potable sur la commune de Seltz.

L'exploitant veille à l'inscription des ouvrages de surveillance à la banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Chaque ouvrage a un code BSS et identifiant unique.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

3.3.1.2 Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé une fois par an, à partir d'un prélèvement réalisé au droit du réseau de surveillance défini à l'article précédent.

Les analyses portent sur les paramètres suivants : température, pH, hydrocarbures totaux, DBO (Demande Chimique en Oxygène) et DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours)

Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon. Une carte des courbes isopièzes est établie à chaque campagne de prélèvement.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire réaliser des analyses sur des paramètres différents de ceux qui sont énumérés ci-dessus. (*liste non exhaustive mais pouvant faire objet d'une surveillance à fréquence tri-annuelle*) ; chlorures, sulfates, fluorures, nitrates, indice phénol, azote global, métaux (As, Cr, Pb, Fe, Hg, Cu, Zn)...

3.3.1.3 Analyse et actions correctives

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines en référence à l'état initial (déterminé par rapport aux résultats précisés dans l'étude d'incidence) et aux valeurs de référence des eaux brutes définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

Le cas échéant, il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

3.3.1.4 Transmission des résultats

Sauf impossibilité technique, les résultats des analyses réalisées sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'actions correctives.

L'exploitant conserve également les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'Inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

TITRE 4 – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

La présente autorisation est accordée sous réserve de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris par le pétitionnaire et inscrits dans le dossier de demande dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, et notamment des mesures suivantes :

ARTICLE 4.1 : MESURES D'ÉVITEMENT / DE RÉDUCTION / DE COMPENSATION

Au regard de l'absence d'impact significatif sur la faune, la flore et les habitats naturels, aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation n'est nécessaire. Seules des mesures de précaution comme un rappel aux bonnes pratiques environnementales sont prises en compte.

Les berges de la héronnière de Beinheim, en limite sud du périmètre, sont laissées en l'état.
Toute fréquentation de l'îlot est interdite dans le cadre de l'APB (arrêté de protection de biotope).

ARTICLE 4.2 : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

4.2.1 Généralité

Le personnel du site est formé aux enjeux et aux consignes relatifs à la biodiversité. Des consignes sont établies et communiquées au personnel.

4.2.2 Entretien de la végétation

En cas d'atteinte à des formations arborées ou arbustives, dans le cadre d'éventuels travaux d'entretien de la végétation (bord de piste, zone en réaménagement...), aucuns travaux ne devront être effectués en période de nidification des oiseaux, période qui s'étend de mars à août.

Aucun arbre-gîte ne devra non plus faire l'objet de coupe ni aucun décapage ne devra être réalisé.

Type de travaux	Taxons impactés	Mois de l'année											
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Coupe des arbres	Oiseaux nicheurs												

En orange : périodes d'intervention à éviter

En vert : périodes d'intervention à privilégier

4.2.3 Suivi écologique

Au vu des nombreuses zones naturelles sensibles proches, il convient de vérifier régulièrement les impacts potentiels sur la faune et la flore protégées situées à proximité. De fait, un suivi écologique sera réalisé par un écologue ou un organisme compétent en la matière et reconnu comme tel et ce tous les 5 ans de sorte à préserver, garantir une continuité écologique.

Ce suivi portera sur un passage pour les oiseaux en période de reproduction, un passage pour les oiseaux hivernants sur le plan d'eau et au droit de la roselière et un passage pour la flore au droit de la roselière.

Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimenteront le Système d'Information de l'inventaire du Patrimoine naturel (SINP) avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la collecte des données.

TITRE 5 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 : LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'exploitation les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée (sauf si le bruit résiduel pour la période

considérée est supérieur à cette limite) :

Point de mesure	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tout point en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores émises par les activités ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)
Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00	6 dB(A)	5 dB(A)
Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés	4 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 5.2 : MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans.

ARTICLE 5.3 : VIBRATIONS

Le mode d'exploitation de la gravière n'est pas de nature à générer des vibrations perceptibles pour le voisinage.

ARTICLE 5.4 : LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

La drague-usine nécessite très peu d'éclairage journalier au regard des horaires de fonctionnement. Pas de nuisances notables. Toutefois, la société veille au respect des normes liées à l'éclairage.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 6.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Sans objet.

6.1.2. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

6.1.3. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant se réfère aux dispositions des arrêtés ministériels applicables.

ARTICLE 6.2 : DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc....) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2. Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant met en place une surveillance mensuelle des dispositifs interdisant l'accès libre aux personnes étrangères à l'établissement et consigne chaque mois dans un registre les états constatés et actions de maintenances.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référente(s) ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.2.3 Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur et de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours.

Les équipements sont repérés, facilement accessibles et maintenus en bon état.

En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées est informée dans les plus brefs délais.

6.2.4 Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

TITRE 7 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 : PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets produits sont liés à l'exploitation du gisement (servant au remblayage) et au fonctionnement des installations (On distingue les déchets non inertes non dangereux ; résidus métalliques souillés, pièces d'usures... emballages divers, déchets ménagers et les déchets dangereux ; absorbants, pièces souillées, huiles usagées...)

Pour la gestion des déchets l'exploitant privilégie dans l'ordre : la réutilisation, le recyclage, la valorisation énergétique et l'élimination.

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 8.1 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1.1 Phasage d'exploitation

Les terrains sont exploités conformément au plan de phasage joint en annexe du présent arrêté.

L'exploitant communique tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

8.1.2 Extraction

8.1.2.1 Profondeur maximale

L'extraction est réalisée à ciel ouvert et en eau avec une drague à grappin flottante.

L'exploitation est menée pour permettre un défruits maximum du gisement en profondeur.

La profondeur totale exploitée est autorisée jusqu'à une profondeur de 60 m au sud et 55 m au nord. (pour rappel, la limite entre les secteurs Nord et Sud se trouve entre les sommets 10 et 25, voir annexe I)

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que les pentes sous eau définies par le présent arrêté.

8.1.2.2 Extraction en eau

L'exploitation est réalisée à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus.

Ils sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon des pentes en garantissant la stabilité au long terme du site.

Les bords des excavations sont établis, conformément à la réglementation, à une distance minimale horizontale de 10 m des limites du périmètre cadastral. Cette mesure permet d'assurer la stabilité des terrains avoisinants. Par ailleurs, tout comme dans les précédents arrêtés préfectoraux, il est indiqué un recul de 15 m depuis le pied des talus existants pour la gravière Sud, un recul de 30 m depuis les berges, puis, pour les deux périmètres, une pente de 1V/2,5H (environ 22°).

Pour les zones de haut-fond, une pente minimale de 1V/10H (6° ou moins) sera bien respectée pour garantir leur pérennité.

L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect de ces prescriptions.

L'exploitant consigne dans un rapport les déplacements des dragues et les positions des extractions. Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

8.1.3 Plan d'exploitation et coupes

8.1.3.1 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'exploitation orienté à une échelle adaptée à la superficie du site. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

8.1.3.2 Coupes

Des profils sont réalisés dans les zones exploitées, dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds et dans les zones remises en état.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité des zones d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

L'exploitant interprète les coupes. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 8.1.2 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

8.1.3.3 Mise à jour

Le plan d'exploitation incluant bathymétrie et coupes est mis à jour par une personne ou un organisme compétent tous les deux ans.

8.1.4 Décapage

Les travaux de décapage sont finalisés et les terres végétales ont déjà été utilisées pour participer à la remise en état du site.

Aucun décapage n'est autorisé dans le présent arrêté.

8.1.5 Accès aux voies publiques et propreté

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Seuls les véhicules du personnel sont proches de l'installation. Cette dernière étant accessible uniquement en bateau (personne, ravitaillement). L'évacuation des matériaux se fait par bateau.

8.1.6 Horaires de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement normal du site sont de 7 h à 16 h en semaine (du lundi au vendredi) et pourront s'étendre exceptionnellement jusqu'à 22h (limite de la période diurne réglementaire).

8.1.7 Kits anti-pollution

Lors du ravitaillement en carburant (utilisé pour les barges à clapets), un barrage anti-pollution flottant est mis en place ; ce dispositif permet de limiter la dispersion des polluants dans le plan d'eau en cas de déversement accidentel. Le robinet de remplissage est équipé d'un dispositif de sécurité à arrêt automatique.

Tout stockage à bord de la drague-usine, d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

8.1.8 Matérialisation du périmètre d'extraction

Avant le démarrage des travaux d'extraction de chaque phase d'exploitation, l'exploitant met en place un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 8.2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des actes préfectoraux antérieurs du 03 novembre 2009 et 09 décembre 2024 sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

TITRE 9 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION

L'exploitant respecte les prescriptions du présent arrêté ainsi que les dispositions législatives et réglementaires applicables à son installation.

ARTICLE 9.2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 9.4 : EXÉCUTION

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société GRAVIDAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- aux maires de Beinheim et Seltz,
- aux communes de Roppenheim, Munchausen, Kesseldorf, Forstfeld, Neuhaeusel.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Annexe I : Plan de situation

Coordonnées des sommets délimitant le périmètre

Nom du sommet	X (en m)	Y (en m)	Nom du sommet	X (en m)	Y (en m)
1	1 074 520	6 873 425	16	1 075 451	6 876 104
2	1 074 524	6 873 579	17	1 075 479	6 876 136
3	1 074 535	6 874 025	18	1 075 486	6 876 159
4	1 074 574	6 874 024	19	1 075 518	6 876 087
5	1 074 594	6 874 824	20	1 075 570	6 876 054
6	1 074 555	6 874 825	21	1 075 579	6 876 037
7	1 074 560	6 875 007	22	1 075 589	6 876 034
8	1 074 568	6 875 327	23	1 075 535	6 875 842
9	1 074 651	6 875 397	24	1 075 288	6 875 173
10	1 074 694	6 875 382	25	1 075 027	6 875 261
11	1 074 704	6 875 409	26	1 074 826	6 874 918
12	1 074 734	6 875 454	27	1 075 143	6 874 811
13	1 075 111	6 875 772	28	1 075 099	6 874 630
14	1 075 125	6 875 830	29	1 074 860	6 873 650
15	1 075 077	6 875 941	30	1 074 721	6 873 376

Coordonnées des centres des arcs de cercle

Arc de cercle	Nom du centre	X (en m)	Y (en m)
Entre les sommets 11 et 12	A	1 074 798	6 875 377
Entre les sommets 13 et 14	B	1 075 079	6 875 810
Entre les sommets 16 et 17	C	1 075 431	6 876 150

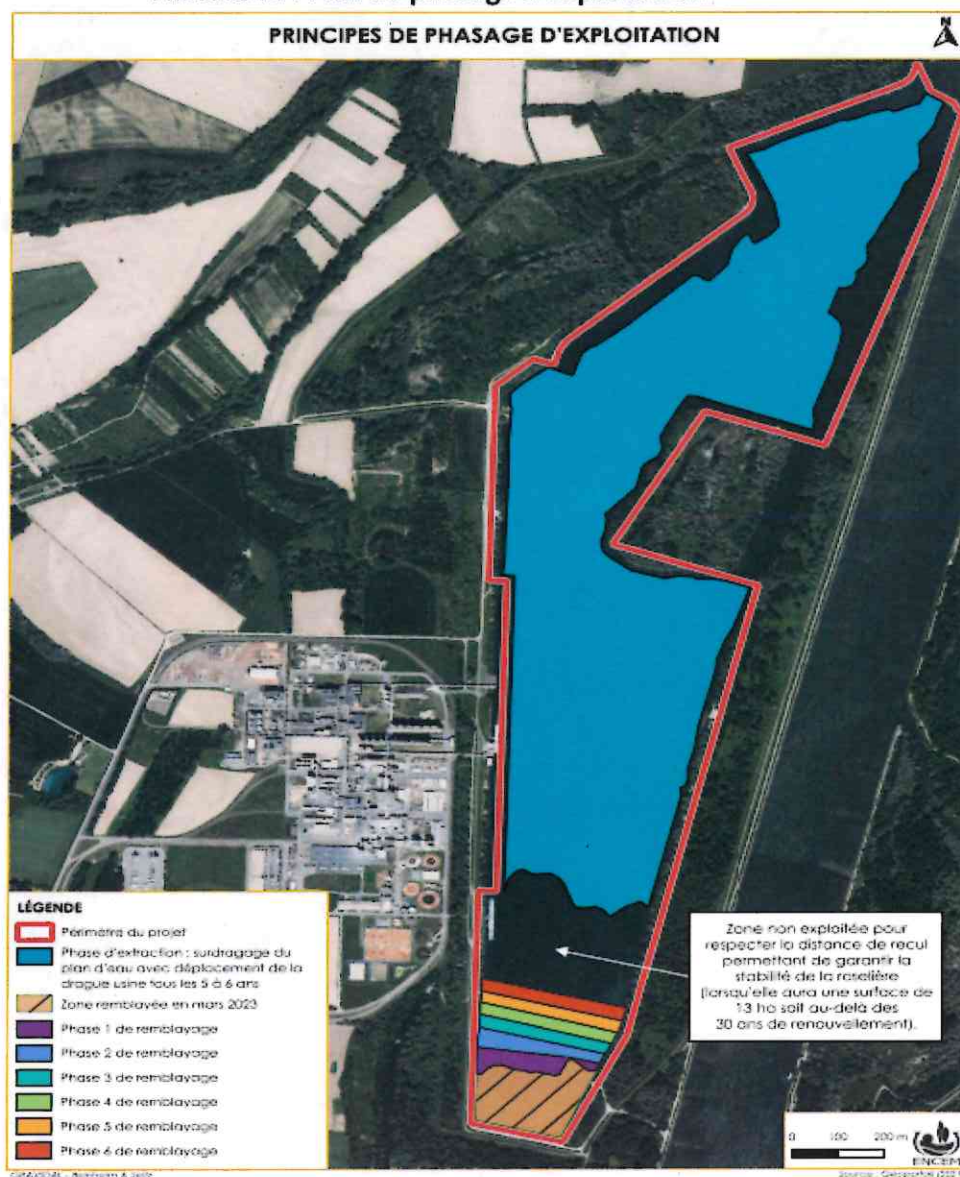
PÉRIMÈTRE SOLlicitÉ EN RENOUVELLEMENT



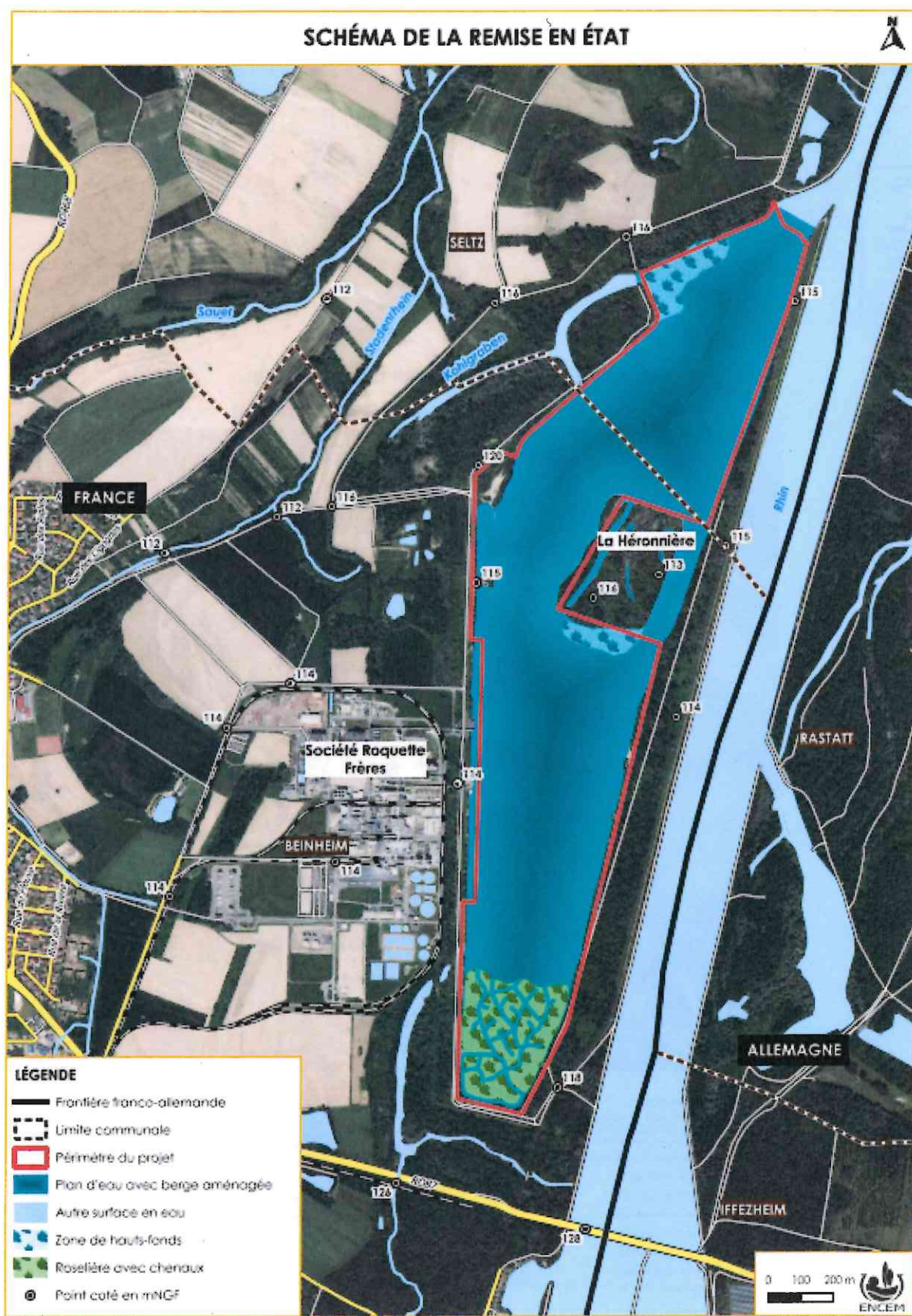
Annexe II : Plan parcellaire



Annexe III : Plan de phasage d'exploitation



Annexe IV : Plan de réaménagement



Annexe V : Plan piézomètre

